

*La situation de l'emploi  
et de la conjoncture économique  
en Ile-de-France  
à l'été 2017*

**LE RENFORCEMENT DE L'ACTIVITE FRANCILIENNE  
DEVRAIT SE PROLONGER AU SECOND SEMESTRE**



<b>SYNTHESE</b>	<b>3</b>
<b>PARTIE 1 - L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE MONDIAL</b>	<b>4</b>
↵ ACCELERATION DE L'ACTIVITE MONDIALE APRES UNE ANNEE 2016 DECEVANTE	4
↵ PERSPECTIVES : LA CROISSANCE MONDIALE EN ROUTE VERS + 3,5 % EN 2017	5
<b>PARTIE 2 - L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN FRANCE</b>	<b>6</b>
↵ LA CROISSANCE FRANÇAISE A RETROUVE DU TONUS	6
↵ LA HAUSSE DE L'EMPLOI SE POURSUIT...	8
↵ ... ET LE TAUX DE CHOMAGE EST AU PLUS BAS DEPUIS LE PRINTEMPS 2012	8
↵ PERSPECTIVES : LA CROISSANCE 2017 POURRAIT ATTEINDRE 1,6 %	8
<b>PARTIE 3 - L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET L'EMPLOI EN ILE-DE-FRANCE</b>	<b>9</b>
↵ DEMOGRAPHIE D'ENTREPRISES	9
↵ COMMERCE EXTERIEUR	10
↵ EMPLOI SALARIE	11
↵ TAUX DE CHOMAGE	12
↵ DEMANDE D'EMPLOI	13
↵ ACTIVITE INTERIMAIRE	14
↵ BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE POUR 2017	14
↵ TAUX DE TENSION SUR LE MARCHE DU TRAVAIL	15
↵ ANALYSE SECTORIELLE : INDUSTRIE	15
↵ ANALYSE SECTORIELLE : COMMERCE DE GROS	15
↵ ANALYSE SECTORIELLE : SERVICES MARCHANDS	15
↵ ANALYSE SECTORIELLE : BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	16
↵ ANALYSE SECTORIELLE : IMMOBILIER DE LOGEMENT	16
↵ ANALYSE SECTORIELLE : IMMOBILIER DE BUREAUX	17
↵ ANALYSE SECTORIELLE : ACTIVITE TOURISTIQUE	18
↵ PERSPECTIVES : UNE SECONDE MOITIE D'ANNEE 2017 DANS LA LIGNEE DE LA PREMIERE	20

## → Synthèse

**A**u niveau mondial, la croissance devrait ressortir à + 3,5 % en 2017 (après + 3,1 % en 2016). En effet, malgré les signes d'essoufflement aux Etats-Unis et le risque de récession qui grandit au Royaume-Uni, l'économie mondiale a retrouvé un rythme plus soutenu notamment grâce à une conjoncture qui s'est nettement améliorée en zone euro.

En France, après avoir été très irrégulière tout au long de l'année, la croissance est finalement ressortie à + 1,2 % en 2016. Néanmoins, après le repli subi au deuxième trimestre 2016, les résultats des trimestres suivants ont été plus favorables fin 2016 et la croissance est restée solide au premier trimestre 2017 (+ 0,5 %) ; l'Insee prévoit désormais un PIB en hausse de 1,6 % sur l'ensemble de l'année. Le niveau actuel d'activité permet à l'économie française de continuer à créer des emplois et, même s'il reste élevé (9,3 % en France métropolitaine au premier trimestre 2017), le taux de chômage hexagonal s'est réduit de 0,4 point début 2017, soit une baisse d'une ampleur qui n'avait plus été constatée depuis 2007.

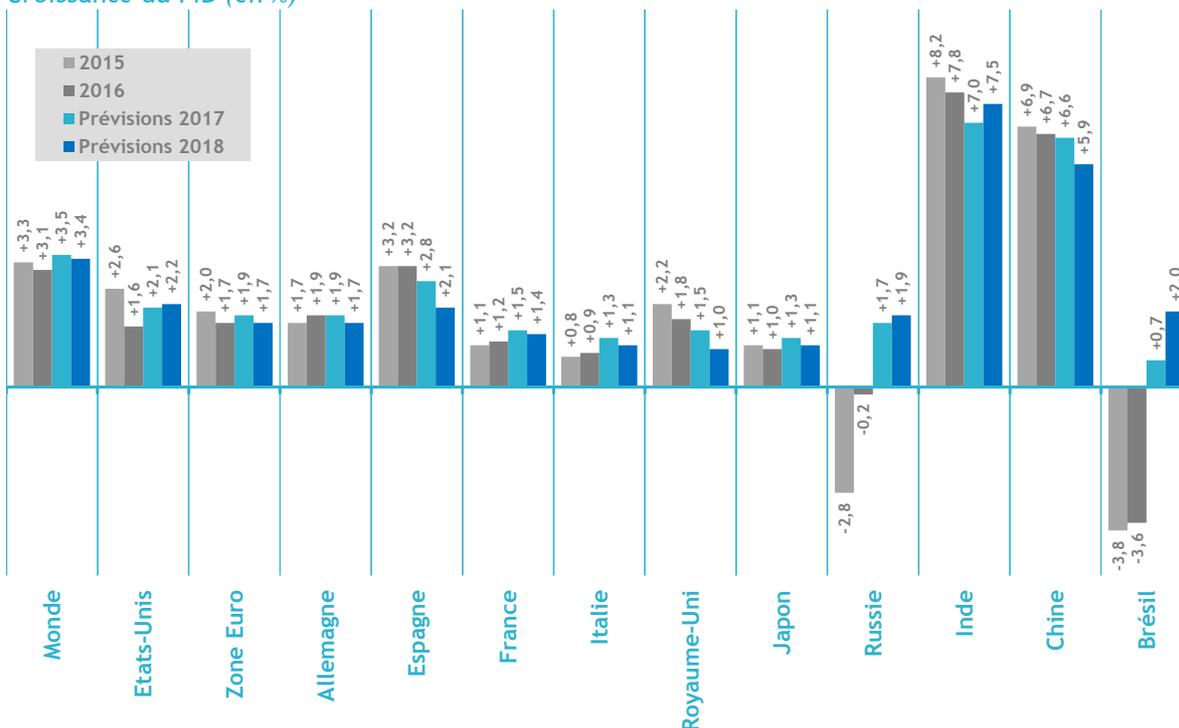
L'économie francilienne a, elle aussi, terminé l'année 2016 en bénéficiant de tendances favorables et cette embellie s'est confirmée début 2017. Des améliorations ont notamment été enregistrées sur le marché du travail : ainsi, même si le nombre de demandeurs d'emploi peine à se réduire, la région continue à créer des emplois et le taux de chômage francilien est retombé à 8,3 % au premier trimestre 2017. Par ailleurs, le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France se réduit progressivement et atteint désormais son niveau le plus bas depuis le printemps 2015. Au plan sectoriel, après une année noire en 2016, le secteur hôtelier a amorcé son redressement en novembre dernier.

## → Partie 1 - l'environnement économique mondial

Après avoir atteint + 3,3 % en 2015, la croissance mondiale ne s'est élevée qu'à + 3,1 % en 2016. En effet, des signes d'essoufflement se sont manifestés aux Etats-Unis début 2016 et le référendum sur le Brexit a conduit l'Europe vers une nouvelle zone de turbulences. Néanmoins, l'économie mondiale a retrouvé depuis le début de 2017 un rythme plus soutenu grâce à la conjonction de plusieurs facteurs : le ralentissement chinois s'avère moins marqué que ce qui était craint, les économies émergentes sortent lentement mais sûrement de récession, une reprise est en cours au Japon et, surtout, le climat des affaires s'est nettement redressé en zone euro.

### Evolution du PIB des principales économies mondiales

Croissance du PIB (en %)



Source : COE-Rexecode (données de juin 2017)

### ACCELERATION DE L'ACTIVITE MONDIALE APRES UNE ANNEE 2016 DECEVANTE

**LES TENDANCES RESTENT HETEROGENES D'UNE ZONE A L'AUTRE**

Après une année 2016 rendue compliquée par les signes d'essoufflement aux Etats-Unis et de nouvelles incertitudes en Europe provoquée par le résultat du référendum sur le Brexit, **l'économie mondiale a retrouvé un rythme plus soutenu dès le début de 2017** ; ainsi, les dernières prévisions font état d'une croissance qui atteindrait + 3,5 % à l'échelle planétaire cette année. Cependant, les tendances restent déconnectées d'une zone à l'autre et d'un pays à l'autre. D'une part, le ralentissement chinois s'avère plus progressif que ce qui était craint ; le Brésil et la Russie sortent lentement mais sûrement de récession ; même modeste, une reprise est en cours au Japon ; surtout, l'économie de la zone euro retrouve du tonus. En contrepartie, la croissance américaine manque de dynamisme et le risque de récession augmente au Royaume-Uni. ■

Dans le détail, la croissance américaine a terminé l'année 2016 à un niveau bien inférieur à celui de 2015 (environ + 1,6 % après + 2,6 % un an plus tôt). En effet, le rebond de la croissance américaine à l'été 2016 (+ 0,9 %) n'a pas été suffisant pour masquer le manque de dynamisme du premier trimestre 2016 (seulement + 0,2 %). Début 2017, le PIB s'est avéré légèrement plus tonique (+ 0,4 % au premier trimestre 2017) mais, **même si elle devrait repasser au-dessus de 2,0 %, la croissance annuelle aux Etats-Unis restera moins élevée qu'en 2015**. En effet, l'investissement continue à reculer, ce qui pèse sur l'évolution du PIB. Parallèlement, **les créations d'emplois se poursuivent mais leur rythme s'est modéré** ; le taux de chômage est quant à lui calé autour de 4,5 % (4,4 % en juin 2017, soit le même niveau qu'en mai 2007). ■

De l'autre côté du Pacifique, **l'économie japonaise est en phase de redressement** mais cette reprise est modeste. Ainsi, en 2016, le PIB trimestriel nippon a bénéficié de quatre hausses comprises entre + 0,3 % et + 0,6 % et la croissance annuelle est ressortie à + 1,0 %, soit un niveau comparable à celui de 2015 (+ 1,1 %). Le premier trimestre est resté dans la continuité des résultats précédents (+ 0,3 %) et l'ampleur de la croissance sur l'ensemble de l'année devrait gagner seulement quelques dixièmes de point (+ 1,3 %). Malgré ces niveaux d'activité modestes, le taux de chômage japonais reste au plus bas depuis vingt ans et oscille autour des 3,0 % (3,1 % en mai 2017). ■

**En Chine, le rythme de l'activité économique continue à ralentir mais reste élevé.** Ainsi, après avoir atteint 7,3 % en 2014 et 6,9 % en 2015, la hausse du PIB chinois a été limitée à 6,7 % en 2016 ; en 2017, la croissance est attendue à un niveau légèrement inférieur (+ 6,6 %). Ce ralentissement est néanmoins moins marqué que prévu : en effet, la croissance est soutenue depuis la seconde moitié de 2016 par le dynamisme de la demande intérieure, en particulier de l'investissement, et par un redémarrage des échanges extérieurs. ■

En Europe, que ce soit en zone euro ou au niveau de l'ensemble de l'Union européenne (UE28), **le taux de croissance du PIB a retrouvé du tonus** : en zone euro, il était ainsi de + 0,2 % au deuxième trimestre 2016 avant d'augmenter progressivement pour atteindre + 0,6 % au premier trimestre 2017. Dans la continuité de ce début d'année favorable, la croissance 2017 en zone euro devrait gagner quelques points comparativement à 2016 et pourrait atteindre + 1,9 %. Cette tendance à l'accélération de la croissance est à l'œuvre dans la plupart des pays. Ainsi, parmi les économies majeures de la zone euro, l'Allemagne a vu sa croissance s'élever à + 0,6 % au premier trimestre 2017 alors qu'elle avait été limitée à + 0,2 % et à + 0,4 % respectivement au troisième et au quatrième trimestre 2016 ; l'économie transalpine bénéficie aussi d'un renforcement progressif de son activité et a enregistré une hausse de PIB de 0,4 % début 2017 ; l'Espagne (+ 0,8 % au premier trimestre 2017) continue quant à elle à tirer la moyenne européenne vers le haut. Parmi les autres pays de la zone monétaire, il est à noter les niveaux élevés de la croissance dans les pays baltes : + 1,6 % au premier trimestre 2017 en Lettonie, + 1,4 % en Lituanie et + 0,8 % en Estonie mais après + 1,9 % au trimestre précédent. Hors zone euro, le PIB britannique a bien résisté au résultat du référendum du 23 juin 2016 mais **les effets du mécanisme du « Brexit » se font peu à peu sentir** et la croissance s'affaiblit progressivement outre-Manche ; celle-ci a été cantonnée à + 0,2 % début 2017. Parallèlement, comme c'est le cas depuis le second semestre 2013, **le taux de chômage européen a continué à se réduire ces derniers mois.** Il a ainsi diminué de 3,2 points dans l'UE28 depuis ses points hauts de 2013 pour atteindre 7,8 % en mai dernier ; il est par conséquent au plus bas depuis décembre 2008. En zone euro, le repli depuis 2013 est moins marqué (- 2,8 points) mais le taux de chômage a malgré tout atteint 9,3 % en mai 2017, soit son plus faible niveau depuis mars 2009. En dépit de leur mouvement baissier, les deux taux sont encore supérieurs à leur niveau d'avant la récession de 2008-2009 : + 1,0 point dans l'UE28 et, surtout, + 2,0 points en zone euro. La tendance au repli est généralisée à l'ensemble des pays même si les écarts restent très conséquents. Le taux de chômage est ainsi sous les 5,0 % à Malte (4,1 % en mai 2017) et même sous les 4,0 % en Allemagne (3,9 %) et en République Tchèque (3,0 %) alors qu'il est toujours très élevé en Grèce et en Espagne. Le taux de chômage hellène se réduit certes progressivement (- 1,3 point sur un an) mais reste supérieur à 20,0 % (22,5 % selon la dernière donnée connue, celle de mars). En Espagne, la baisse est plus rapide : le taux de chômage y est passé sous les 20,0 % avant l'été 2016 et est désormais retombé sous les 18,0 % (17,7 % en mai, soit - 2,5 points sur un an). ■

## ↳ PERSPECTIVES : LA CROISSANCE MONDIALE EN ROUTE VERS + 3,5 % EN 2017

### LE POIDS DES INCERTITUDES S'AMENUISE EN ZONE EURO

**L'amélioration de l'activité économique mondiale en cours depuis fin 2016 - début 2017 devrait se prolonger au second semestre 2017.** Certains facteurs pourraient malgré tout venir perturber cette tendance favorable à l'activité : le rythme du processus de remontée des taux d'intérêt de la Fed et les conditions de la mise en œuvre du « Brexit » côté européen constituent, en l'occurrence, les principaux points d'interrogation pour les mois à venir. Le poids des incertitudes qui s'amenuise en zone euro restent néanmoins un facteur essentiel et devrait conduire la croissance mondiale aux alentours de + 3,5 % en 2017. ■

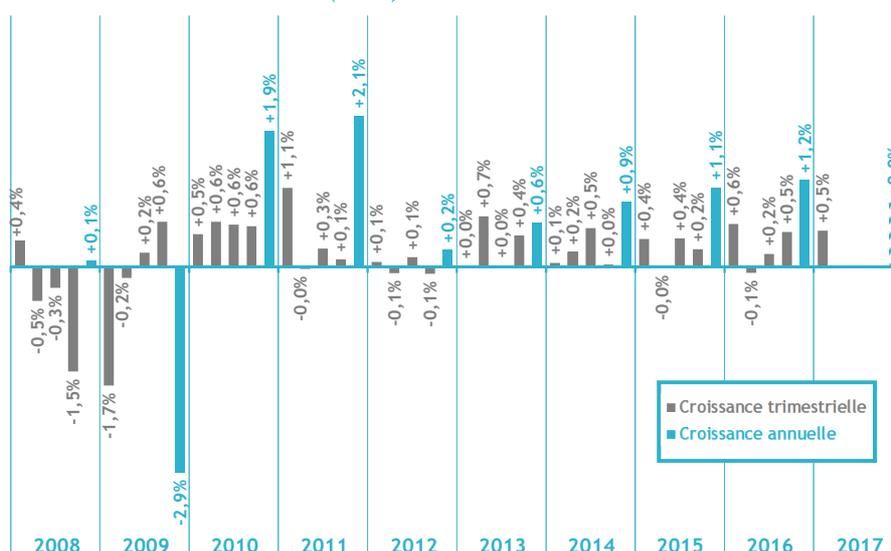
## → Partie 2 - l'environnement économique en France

Après avoir été très irrégulière tout au long de l'année, la croissance française est finalement ressortie à + 1,2 % en 2016, soit en-deçà de l'objectif de + 1,5 % fixé en début d'année. Néanmoins, après le repli de 0,1 % au deuxième trimestre 2016, les résultats des trimestres suivants ont été plus favorables fin 2016 (+ 0,2 % et + 0,5 %) et la croissance est restée solide au premier trimestre 2017 (+ 0,5 %) ; l'acquis de croissance après les trois premiers mois de 2017 est par conséquent de 0,9 % et l'Insee prévoit jusqu'à la fin de l'année des variations trimestrielles de PIB d'au moins + 0,4 % qui porteraient la croissance annuelle à + 1,6 %. Parallèlement, le niveau d'activité des mois écoulés a permis de maintenir les créations d'emplois et, même s'il reste élevé (9,3 % en France métropolitaine au premier trimestre 2017), le taux de chômage hexagonal s'est réduit de 0,4 point début 2017, soit une baisse d'une ampleur qui n'avait plus été relevée depuis 2007.

### LA CROISSANCE FRANÇAISE A RETROUVE DU TONUS

#### PIB français

Evolutions trimestrielles et annuelles (en %)



Note : la donnée pour 2017 correspond à l'acquis de croissance après le 1<sup>er</sup> trim. 2017.

Source : Insee (données arrêtées au 23 juin 2017)

**DEUX TRIMESTRES DE CROISSANCE A +0,5 % POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS 2010-2011**

Après avoir de nouveau montré des signes d'essoufflement au printemps 2016, la croissance hexagonale est repartie de l'avant à partir du troisième trimestre 2016 avant d'accélérer au dernier trimestre 2016 et début 2017. Ainsi, le repli de 0,1 % subi au deuxième trimestre 2016 a été effacé dès l'été, le PIB ayant alors crû de 0,2 %. Stimulée par un rebond de la demande intérieure, la hausse du PIB a ensuite atteint 0,5 % au quatrième trimestre 2016 et a contribué à mener la croissance annuelle à + 1,2 % en 2016.

Le début de l'année 2017 est resté dans la même dynamique que les derniers mois de 2016, la croissance du premier trimestre 2017 étant ressortie à + 0,5 % ; ce niveau de croissance à + 0,5 % pendant deux trimestres consécutifs est une première depuis 2010 et l'acquis de croissance pour 2017<sup>1</sup> s'élève d'ores et déjà à + 0,9 %. Cependant, toutes les composantes de l'activité hexagonale ne sont pas orientées favorablement. Ainsi, si l'investissement a tiré la croissance vers le haut au premier trimestre 2017, le commerce extérieur l'a, au contraire, pénalisée ; surtout, la principale contribution à la croissance est venue de la variation des stocks, un effet qui ne devrait s'avérer que ponctuel. Malgré tout, l'Insee prévoit des variations de PIB comprises entre + 0,4 % et + 0,5 % pour les trois derniers trimestres de 2017. ■

<sup>1</sup> Acquis de croissance pour 2017 : la croissance qui serait enregistrée pour l'année 2017 si le niveau du PIB des deuxième, troisième et quatrième trimestres était égal à celui du premier trimestre 2017.

Parallèlement, après avoir été à des niveaux très faibles de début 2015 à mi-2016, **l'inflation est repartie à la hausse à partir de l'été 2016**. Ainsi, alors qu'elle avait été négative de février à avril 2016, elle est remontée jusque + 1,3 % en janvier dernier. Ce rebond avait notamment été provoqué par l'évolution des prix des produits pétroliers ; ceux-ci avaient en effet crû de 19,9 % sur un an en janvier. Cet effet « prix du pétrole » s'est depuis réduit et l'inflation est retombée à **+ 0,8 % en 2017**, la première estimation pour le mois de juin avançant même un niveau encore inférieur (+ 0,7 %). Par ailleurs, l'inflation sous-jacente ne s'est inscrite qu'à + 0,4 % en mai ; ce niveau témoigne de l'ampleur très modérée de la hausse des prix à la consommation, ce qui reste un facteur positif pour le pouvoir d'achat des ménages. ■

## Inflation en France

Glissements annuels (en %)



Source : Insee

Dans ce contexte persistant d'inflation modérée, la consommation des ménages retrouve peu à peu le rôle de moteur de la croissance française qu'elle avait tenu sur la période 1997-2007. En effet, malgré des variations hésitantes mi-2016, elle épouse une **trajectoire globalement favorable depuis le printemps 2014**. Ainsi, le niveau de la consommation des ménages français sur les cinq premiers mois de 2017 a été supérieur de 0,4 % à celui des mêmes mois de 2016. Sur plus longue période, elle a crû de 5,8 % entre son point bas de février 2014 et mai dernier ; cette augmentation sur un peu plus de trois ans est toutefois moins soutenue que celles observées avant la récession de 2008-2009 (+ 10,1 % notamment sur une durée comparable entre mai 2004 et août 2007). En tout état de cause, même si leur évolution a eu une contribution limitée à la croissance au premier trimestre 2017, les dépenses de consommation des ménages devraient ressortir **en hausse de 1,2 % sur l'ensemble de 2017**, soit une variation certes inférieure à celle de 2016 (+ 2,1 %) mais équivalente à celle de 2015 (+ 1,3 %). ■

Parallèlement, **la contribution positive de l'investissement à la croissance française se renforce également**. Ainsi, porté par un début d'année vigoureux (+ 1,1 % au premier trimestre 2016), le niveau des investissements a crû de 2,7 % sur l'ensemble de 2016, après + 0,9 % en 2015 et - 0,4 % en 2014 ; les investissements des entreprises et des ménages ont largement contribué à cette hausse (respectivement + 3,4 % et + 2,4 % par rapport à 2015). L'année 2017 a débuté sur des bases tout aussi solides (+ 1,2 % au premier trimestre) ; le rythme semble cependant avoir faibli dès le printemps. Pour autant, sur l'ensemble de l'année 2017, l'investissement devrait croître au final d'environ 2,3 %, malgré une nouvelle réduction de l'investissement public (- 2,0 %, après un repli limité à 0,2 % en 2016). ■

Le commerce extérieur continue quant à lui à avoir une contribution négative à la croissance du PIB français. Cela a été le cas à la fois sur l'ensemble de l'année 2016 et au premier trimestre 2017. Dans ce contexte, **le déficit commercial français s'est de nouveau creusé** dès les premiers mois de 2016 et le solde commercial s'est élevé à - 48,1 milliards d'euros en 2016 (soit un déficit supérieur de quelque 3,0 milliards à celui de 2015, du fait d'une baisse des exportations et d'une hausse des importations). Cette tendance s'est confirmée lors des cinq premiers mois de 2017 (- 58,7 milliards d'euros sur les douze derniers mois écoulés). ■

## LA HAUSSE DE L'EMPLOI SE POURSUIT...

(source : Insee)

**PRES DE 460 000  
CREATIONS NETTES  
D'EMPLOIS DEPUIS  
FIN 2014**

Le marché de l'emploi est en phase de redressement en France métropolitaine depuis fin 2014. Ainsi, début 2017, l'emploi privé a augmenté pour le dixième trimestre consécutif : **+ 80 300 postes au premier trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent**. Le total de créations nettes d'emplois privés depuis le dernier point bas (troisième trimestre 2014) s'élève désormais à 459 400, ce qui a permis à l'économie hexagonale d'afficher son niveau d'emplois le plus élevé depuis la récession de 2008-2009. Toutefois, cette amélioration observée pour le volume total d'emplois privés est largement liée à l'évolution de l'emploi dans le tertiaire marchand (+ 70 500 postes au premier trimestre 2017) alors que la tendance de l'emploi industriel est toujours baissière (- 5 400) ; l'emploi dans le secteur de la construction est, lui aussi, favorablement orienté (+ 9 300 début 2017). ■

## ... ET LE TAUX DE CHOMAGE EST AU PLUS BAS DEPUIS LE PRINTEMPS 2012

### Taux de chômage au sens du BIT

Données cvs, en moyenne trimestrielle en France métropolitaine

Tranche d'âge	Hommes				Femmes				Total			
	15 à 24 ans	25 à 49 ans	50 ans ou plus	Total	15 à 24 ans	25 à 49 ans	50 ans ou plus	Total	15 à 24 ans	25 à 49 ans	50 ans ou plus	Total
« Point bas » de 2007-2008	16,8 % (T1-2008)	5,4 % (T2-2008)	4,1 % (T3-2008)	6,6 % (T2-2008)	17,2 % (T1-2008)	6,7 % (T1-2008)	3,8 % (T1-2008)	7,1 % (T1-2008)	17,0 % (T1-2008)	6,1 % (T2-2008)	4,0 % (T1-2008)	6,8 % (T1-2008)
Taux de chômage au 1 <sup>er</sup> trim. 2017	22,5 %	8,3 %	6,6 %	9,2 %	20,9 %	9,1 %	6,6 %	9,4 %	21,8 %	8,7 %	6,6 %	9,3 %
Evolutions par rapport au « point bas »	+ 5,7 pts (T1-2008)	+ 2,9 pts (T2-2008)	+ 2,5 pts (T3-2008)	+ 2,6 pts (T2-2008)	+ 3,7 pts (T1-2008)	+ 2,4 pts (T1-2008)	+ 2,8 pts (T1-2008)	+ 2,3 pts (T1-2008)	+ 4,8 pts (T1-2008)	+ 2,6 pts (T2-2008)	+ 2,6 pts (T1-2008)	+ 2,5 pts (T1-2008)
Evolutions sur un an	- 2,8 pts	- 1,1 pt	- 0,3 pt	- 1,1 pt	- 2,3 pts	=	+ 0,5 pt	- 0,1 pt	- 2,6 pts	- 0,6 pt	+ 0,1 pt	- 0,6 pt

Source : Insee (taux du 1<sup>er</sup> trim. 2017 encore provisoires)

**PREMIER TRIMESTRE  
2017 : PLUS FORTE  
BAISSE DU TAUX DE  
CHOMAGE EN FRANCE  
DEPUIS 2007**

Après avoir atteint jusqu'à 10,1 % fin 2014 et mi-2015, le taux de chômage en France métropolitaine a amorcé un **mouvement de baisse à partir du quatrième trimestre 2015**. Repassé rapidement sous le seuil des 10,0 %, le taux s'est par la suite laborieusement réduit pour ne diminuer que de 0,2 point sur l'ensemble de 2016 et se fixer à 9,7 % au quatrième trimestre 2016. Toutefois, l'année 2017 a débuté sur une tendance baissière bien plus nette ; **le taux de chômage hexagonal s'est en effet réduit de 0,4 point au premier trimestre 2017**, soit une baisse d'ampleur qui n'avait plus été relevée depuis le quatrième trimestre 2007. En contrepartie, à 9,3 %, il reste encore très élevé : ainsi, l'augmentation depuis le point bas du premier trimestre 2008 s'élève encore à 2,5 points. Il faudra donc encore de longs mois et années pour le marché du travail retrouve ses niveaux d'avant-crise. ■

## PERSPECTIVES : LA CROISSANCE 2017 POURRAIT ATTEINDRE 1,6 %

**LE TAUX DE  
CHOMAGE DEVRAIT  
TENDRE VERS 9,0 %  
FIN 2017**

Les prévisions de l'Insee font état de hausses de PIB comprises entre + 0,4 % et + 0,5 % pour les trois derniers trimestres de 2017, ce qui porterait la **croissance annuelle à + 1,6 %** ; ce niveau serait le plus élevé enregistré depuis 2011 (+ 2,1 %). La croissance française devrait néanmoins rester inférieure à celle de l'Allemagne (hausse de 1,9 % attendue de l'autre côté du Rhin) mais aussi à la moyenne de la zone euro. Le niveau d'activité en France suffirait malgré tout à continuer à stimuler le marché de l'emploi qui devrait augmenter nettement en 2017 (+ 220 000 postes) ; cette hausse entraînerait une **poursuite de la baisse du taux de chômage** qui tendrait vers 9,0 % en France métropolitaine en fin d'année. ■

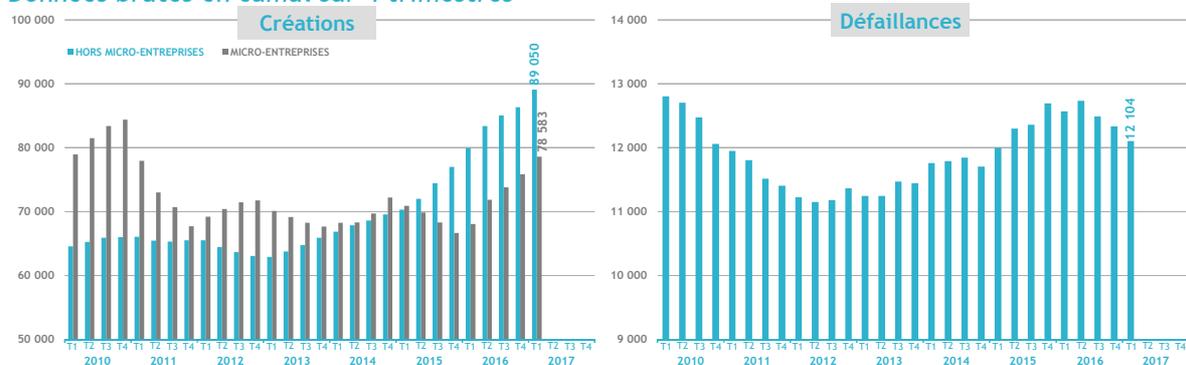
## → Partie 3 - l'activité économique et l'emploi en Ile-de-France

L'économie francilienne a terminé l'année 2016 en bénéficiant de tendances favorables et cette embellie s'est confirmée début 2017. En effet, dans un contexte économique qui s'améliore en France et en zone euro, le niveau de confiance des chefs d'entreprise franciliens est remonté et ceux-ci ont commencé à ré-investir et à ré-embaucher. Par conséquent, des améliorations ont été enregistrées sur le marché du travail : ainsi, même si le nombre de demandeurs d'emploi peine à se réduire, la région continue à créer des emplois et le taux de chômage francilien est retombé à 8,3 % au premier trimestre 2017. Par ailleurs, le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France se réduit progressivement et atteint désormais son niveau le plus bas depuis le printemps 2015. Au plan sectoriel, l'immobilier et le BTP restent dynamiques : les commercialisations de bureaux ont notamment dépassé dans la région les 2,5 millions de mètres carrés sur douze mois pour la première fois depuis 2011. Surtout, après une année noire en 2016 (- 7,2 % de nuitées dans les hôtels franciliens), le secteur hôtelier a amorcé son redressement en novembre dernier.

### DEMOCRAPHIE D'ENTREPRISES (sources : Insee Ile-de-France et Banque de France)

#### Créations et défaillances d'entreprises en Ile-de-France

Données brutes en cumul sur 4 trimestres



Sources : Insee Ile-de-France et Banque de France

#### LES CREATIONS D'ENTREPRISES TOUJOURS TRES DYNAMIQUES

Le nombre total de créations est resté favorablement orienté en Ile-de-France fin 2016 et ce mouvement s'est poursuivi début 2017 (+ 13,1 % au premier trimestre 2017). Cette dynamique positive est liée à la fois aux créations d'entreprises « classiques » (c'est-à-dire hors « micro-entreprises<sup>2</sup> ») et aux créations de micro-entreprises.

Ainsi, dans la continuité de la tendance désormais observée depuis près de quatre ans, les créations « classiques » ont enregistré des hausses conséquentes ces derniers mois : + 9,6 % en glissement annuel au troisième trimestre 2016, + 6,1 % au suivant et même + 11,9 % au premier trimestre 2017 ; ainsi, **89 050 créations « classiques » ont été enregistrées dans la région lors des douze derniers mois** (i.e. cumul du deuxième trimestre 2016 au premier trimestre 2017). Parallèlement, **le nombre de créations de micro-entreprises en Ile-de-France est également orienté à la hausse en Ile-de-France** depuis début 2016 (+ 13,8 % sur l'ensemble de l'année par rapport à 2015) : les créations effectuées dans le cadre de ce régime enchaînent même les augmentations à deux chiffres en glissement annuel depuis plusieurs trimestres (dont + 14,5 % au premier trimestre 2017) et leur nombre sur les douze derniers mois s'est élevé à près de 78 600.

Au plan national, la tendance est également haussière mais moins importante (+ 6,2 % au premier trimestre 2017) ; en l'occurrence, l'augmentation des créations « classiques » (+ 7,7 %) est atténuée par celle des créations de micro-entreprises (+ 3,9 %).

<sup>2</sup> Le terme « micro-entreprise » employé ici désigne le régime des auto-entrepreneurs jusqu'au 31 décembre 2014 et celui de la micro-entreprise à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**UN NOMBRE DE  
DEFAILLANCES AU  
PLUS BAS EN ILE-DE-  
FRANCE DEPUIS  
DEBUT 2015**

Après avoir été globalement orienté à la hausse entre la seconde moitié de 2013 et la fin de 2015, le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France s'est d'abord stabilisé début 2016 avant d'enclencher un mouvement de baisse à compter de l'été 2016. Ainsi, les défaillances d'entreprises dans la région ont enregistré trois replis consécutifs à partir du troisième trimestre

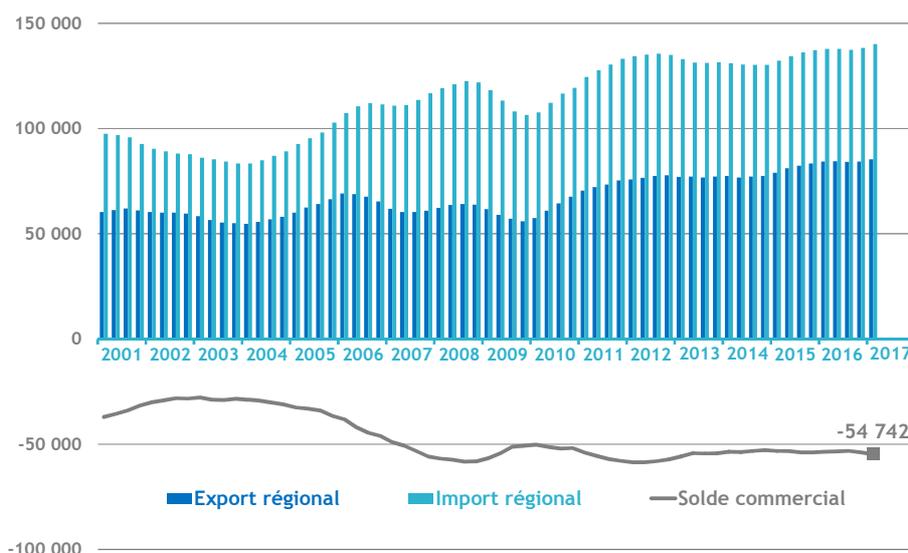
2016 : - 9,4 % sur un an au troisième trimestre 2016, puis - 4,6 % et - 6,7 % aux trimestres suivants. Au final, sur l'ensemble des douze derniers mois, le nombre des défaillances s'est réduit de 4,6 % comparativement au total de l'année calendaire 2015. Si les défaillances d'entreprises dans la région restent nombreuses (12 104 sur les douze derniers mois alors que, lors du dernier point bas du printemps 2016, le cumul sur un an était inférieur à 11 200), un point d'inflexion semble bel et bien avoir été franchi ; ce niveau toujours conséquent peut en contrepartie être relativisé compte tenu du volume important de créations d'entreprises ces dernières années. L'Ile-de-France est malgré tout en retard comparativement au reste du pays puisque le nombre de défaillances sur les douze derniers mois en France métropolitaine s'est infléchi de 9,3 % par rapport au total de 2015. Au plan local, les évolutions sont très hétérogènes d'un département francilien à l'autre : ainsi, au premier trimestre 2017, les défaillances d'entreprises se sont très nettement infléchies dans les Hauts-de-Seine (- 17,5 % sur un an), dans les Yvelines (- 11,7 %) ou encore dans le Val-d'Oise (- 10,8 %) tandis qu'elles continuaient à croître en Seine-Saint-Denis (+ 4,8 %). ■

COMMERCE EXTERIEUR

(source : Direction générale des douanes et droits indirects)

**Evolution des échanges commerciaux franciliens**

Données brutes CAF/FAB<sup>3</sup> en cumul sur 4 trim. hors matériel militaire, en millions d'€



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

**LE DEFICIT  
COMMERCIAL  
FRANCIEN SUR LA  
MAUVAISE PENTE**

Après avoir marqué un temps d'arrêt mi-2016, les échanges commerciaux de la région Ile-de-France sont repartis à la hausse au quatrième trimestre 2016 et cette tendance s'est confirmée début 2017. Ce mouvement haussier a été observé à la fois pour les exportations et pour les importations ; ainsi, au premier trimestre

2017, le niveau des exportations franciliennes a crû de 4,8 % par rapport au même trimestre de 2016 tandis que, dans le même temps, les importations augmentaient de 5,4 %. Cette hausse plus marquée du côté des importations que des exportations a provoqué une légère dégradation du déficit commercial régional : celui-ci s'est élevé à 54,7 milliards d'euros sur les douze derniers mois écoulés (i.e. d'avril 2016 à mars 2017), soit un niveau supérieur de 2,9 % au déficit observé mi-2016.

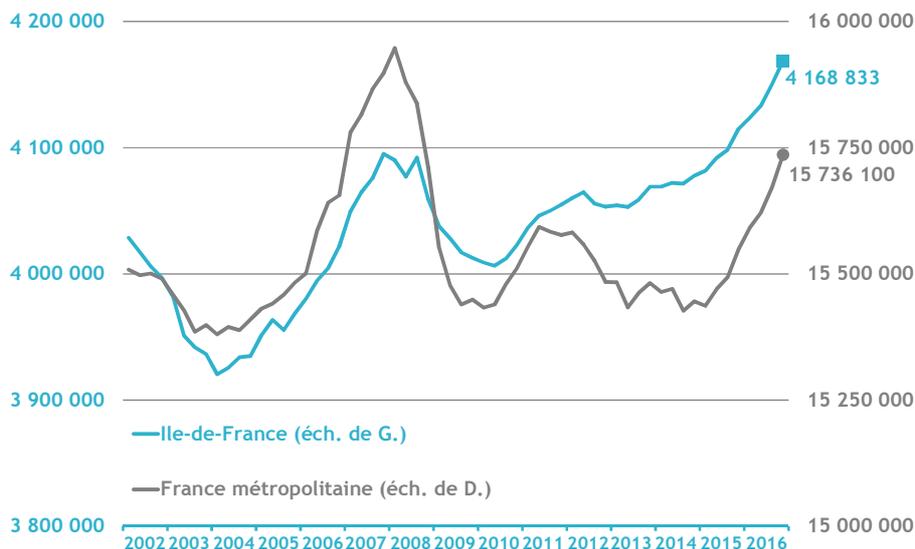
<sup>3</sup> Coût, Assurances et Fret / Franco A Bord. Méthode qui consiste à considérer les importations « Coûts, Assurance et Fret » compris et les exportations « Franco A Bord ».

En effet, les importations sont stimulées par la bonne orientation de la consommation. Parallèlement, les exportations franciliennes hors zone euro n'ont pas profité de la **faiblesse de l'euro face au dollar** depuis début 2015 ; l'effet de ce cours favorable devrait être d'autant plus limité que la devise unique est repassée ces dernières semaines au-dessus de 1,10 \$ alors qu'elle était descendue à 1,04 \$ en décembre 2016. ■

EMPLOI SALARIE  
(source : Insee Ile-de-France)

Evolution de l'emploi salarié marchand en Ile-de-France

Données cvs



Source : Insee Ile-de-France

**53 830 EMPLOIS SALARIES MARCHANDS CREEES EN ILE-DE-FRANCE EN 2016**

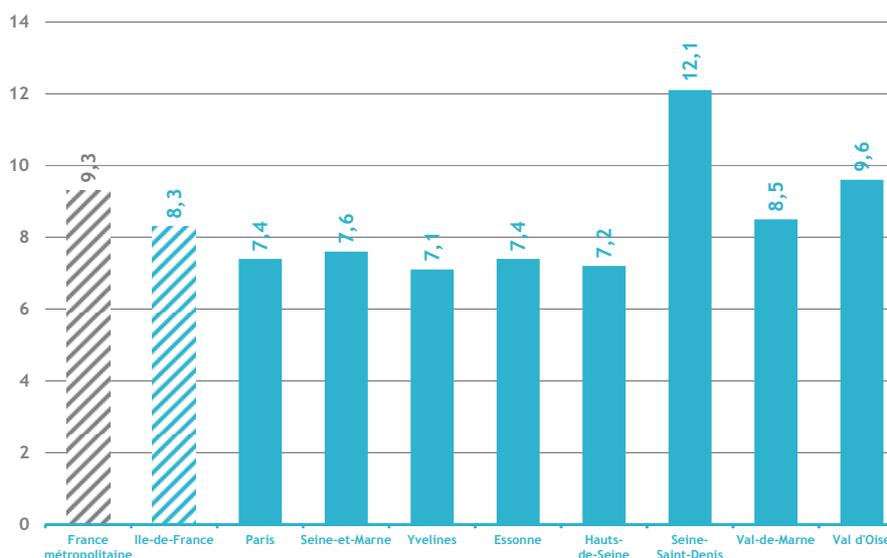
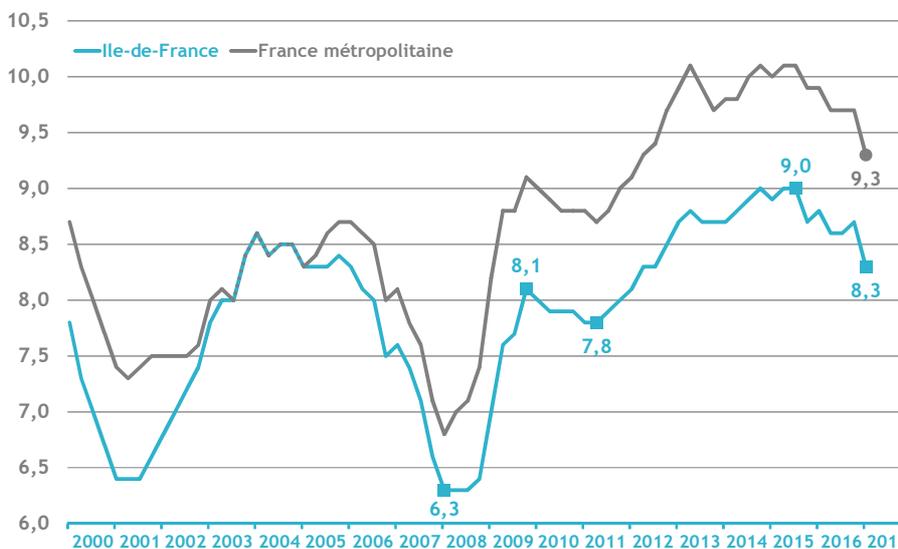
Après avoir été déjà bien orienté en 2015 (37 299 postes supplémentaires entre le quatrième trimestre 2014 et le quatrième trimestre 2015, soit + 0,9 %), **l'emploi salarié francilien a continué à évoluer favorablement en 2016**. Ainsi, après un premier semestre bien orienté (+ 18 136 emplois), la hausse s'est accélérée au second semestre et l'emploi salarié a crû de 35 694 unités dans la région ; au quatrième trimestre 2016, celui-ci était ainsi supérieur de 1,3 % à son niveau de fin 2015 et de 1,8 % à son point haut d'avant la récession de 2008-2009. Par ailleurs, l'emploi est resté **mieux orienté en Ile-de-France** que sur l'ensemble de la France métropolitaine ; en effet, l'emploi au niveau national est certes en cours d'amélioration depuis le printemps 2015 mais le déficit à combler par rapport à début 2008 s'élevait encore à 1,3 % au quatrième trimestre 2016.

Toutefois, les évolutions sont restées hétérogènes dans la région au plan sectoriel. Ainsi, **le total est tiré vers le haut par l'emploi tertiaire** : + 0,6 % au quatrième trimestre 2016 sur un trimestre et + 1,7 % sur un an pour un total de plus de 57 700 postes créés en 2016. Quant à l'emploi salarié dans la construction, il est en phase de redressement (+ 0,1 % sur un trimestre et + 0,2 % sur un an) mais il n'a pas encore effacé les quelque 9 000 postes perdus entre le quatrième trimestre 2013 et le troisième trimestre 2015. *A contrario*, le secteur industriel francilien a de nouveau détruit des emplois en 2016 (- 0,3 % au quatrième trimestre 2016 sur un trimestre et - 1,0 % sur un an pour une réduction cumulée de 4 400 postes l'an dernier). ■

**TAUX DE CHOMAGE**  
(source : Insee Ile-de-France)

**Evolution du taux de chômage francilien et détail par département au 1<sup>er</sup> trimestre 2017**

Données cvs, en moyenne trimestrielle (en %)



Source : Insee (données provisoires pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2017)

**BAISSE DE 0,7 POINT DU TAUX DE CHOMAGE FRANCI- LIEN DEPUIS MI-2015**

Après avoir atteint jusqu'à 9,0 % au quatrième trimestre 2014 ainsi qu'au printemps et à l'été 2015 (soit son niveau le plus élevé depuis début 1998), le taux de chômage francilien est en phase de repli depuis la seconde moitié de 2015. Ainsi, en se fixant à **8,3 % au premier trimestre 2017**, le taux de chômage dans la région s'est réduit de 0,7 point depuis son dernier point haut. Ce mouvement de baisse s'est malgré tout montré moins franc au second semestre 2016 (le taux francilien s'est ainsi stabilisé au troisième trimestre avant d'augmenter de 0,1 point au trimestre suivant) et, au final, sur l'ensemble de 2016, il sera resté stable à 8,7 %. *A contrario*, le repli observé au premier trimestre 2017 a été très marqué (- 0,4 point) et le taux francilien a atteint **son niveau le plus bas depuis l'été 2012**.

Il reste toutefois élevé et est toujours supérieur de 2,0 points à son point bas d'avant-crise (6,3 % début 2008). Cette augmentation depuis 2008 est toutefois moins conséquente dans la région qu'au niveau national (+ 2,5 points depuis le premier trimestre 2008).

Au plan local, les évolutions au cours des derniers mois de 2016 ont également été hésitantes dans les huit départements franciliens ; ainsi, au second semestre 2016, les variations ont, au mieux, été nulles dans les Hauts-de-Seine et dans le Val-d'Oise et se sont élevées à + 0,1 point dans les autres départements. Comme au niveau régional, **le taux de chômage est ensuite reparti à la baisse dans tous les départements franciliens au premier trimestre 2017** et l'ampleur des replis a été conséquente (de - 0,3 point dans les Yvelines, en Essonne, dans les Hauts-de-Seine et dans le Val-de-Marne et jusqu'à - 0,6 point en Seine-Saint-Denis). Les niveaux n'en restent pas moins élevés : le taux de chômage dépasse notamment encore les 12,0 % en Seine-Saint-Denis (12,1 % au premier trimestre 2017) et est repassé seulement début 2017 sous les 10,0 % dans le Val-d'Oise. Surtout, l'augmentation du taux de chômage depuis la récession de 2008-2009 reste conséquente : en effet, alors qu'il s'agit des moins marquées, les hausses du taux de chômage à Paris et dans les Hauts-de-Seine depuis le point de retournement en 2008 s'élèvent à respectivement 0,7 point et 1,6 point ; dans tous les autres départements, l'augmentation dépasse encore les 2,0 points et atteint même 3,0 points en Seine-Saint-Denis. ■

## DEMANDE D'EMPLOI

(source : Direccte Ile-de-France)

### Nombre de demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2017

Données cvs

	Catégorie A	Variations sur un mois	Variations sur un an	Catégories A+B+C	Variations sur un mois	Variations sur un an
Paris	133 090	+ 0,8 %	+ 0,2 %	202 070	+ 0,7 %	+ 1,2 %
Seine-et-Marne	66 180	+ 0,3 %	+ 0,2 %	99 840	+ 0,9 %	+ 3,0 %
Yvelines	64 480	+ 0,8 %	=	94 780	+ 0,8 %	+ 1,8 %
Essonne	58 970	+ 0,2 %	+ 0,5 %	88 650	+ 0,4 %	+ 3,0 %
Hauts-de-Seine	79 730	+ 0,5 %	- 0,6 %	114 080	+ 1,0 %	+ 0,7 %
Seine-Saint-Denis	119 820	+ 0,6 %	- 0,4 %	167 910	+ 1,1 %	+ 1,9 %
Val-de-Marne	75 250	+ 0,3 %	- 0,1 %	107 300	+ 0,9 %	+ 1,8 %
Val-d'Oise	71 730	- 0,2 %	- 0,6 %	103 340	+ 0,2 %	+ 1,8 %
Ile-de-France	669 250	+ 0,5 %	- 0,1 %	977 970	+ 0,8 %	+ 1,8 %
France métropolitaine	3 494 100	+ 0,6 %	- 0,8 %	5 560 800	+ 0,5 %	+ 2,3 %

Source : Direccte Ile-de-France

#### LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI EN ILE-DE-FRANCE NE S'INFLÈCHIT TOUJOURS PAS

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens n'ayant eu aucune activité (catégorie A<sup>4</sup>) qui avait semblé débuter un mouvement d'inflexion début 2016 **se montre finalement tout juste stable ces derniers mois**. Ainsi, entre mai 2016 et mai 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'est réduit de seulement 770 unités, soit - 0,1 %. Son niveau reste donc très conséquent puisqu'il s'élevait encore à plus de 669 000 en mai dernier ; les demandeurs d'emploi en Ile-de-France sont ainsi près de 282 000 de plus qu'avant la récession de 2008-2009 (soit + 72,7 % par rapport à mai 2008). Par ailleurs, les évolutions récentes sont relativement proches en Ile-de-France et en France métropolitaine (+ 0,5 % contre + 0,6 % sur un mois en mai en catégorie A), le repli sur un an restant cependant plus significatif au niveau national (- 0,8 %) que dans la région. Au plan local, il est à souligner que **le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est reparti à la hausse sur un an à Paris (+ 0,2 %), en Seine-et-Marne (+ 0,2 % également) et en Essonne (+ 0,5 %)**.

Qui plus est, si le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A en Ile-de-France peine à se réduire, **l'inflexion est encore plus incertaine pour la catégorie A+B+C** (+ 1,8 % sur un an sur l'ensemble de l'Ile-de-France), tous les départements franciliens suivant encore des tendances haussières comprises entre + 0,7 % sur un an dans les Hauts-de-Seine et + 3,0 % en Essonne et en Seine-et-Marne. ■

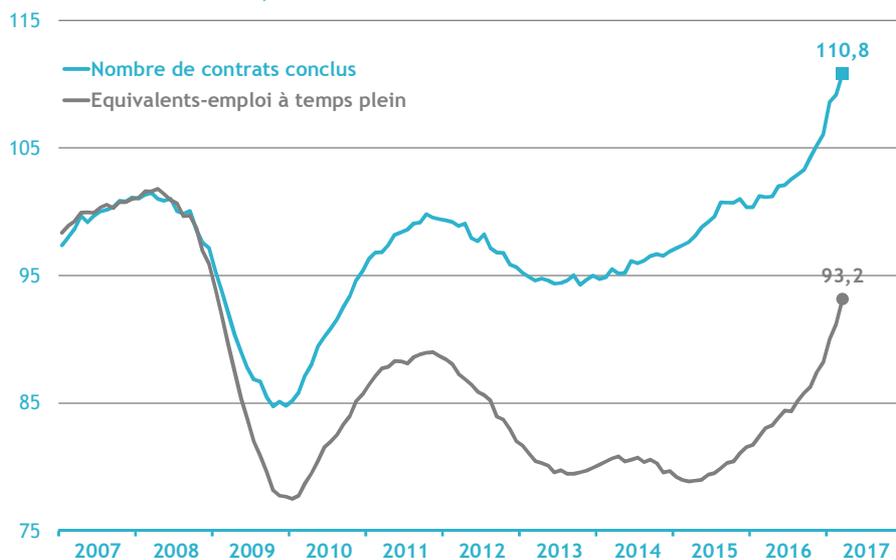
<sup>4</sup> **Catégorie A** : demandeurs d'emploi sans aucune activité ; **catégorie B** : demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ; **catégorie C** : demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois).

## ACTIVITE INTERIMAIRE

(source : Dares)

### Activité intérimaire en Ile-de-France

moyenne sur les 12 derniers mois, base 100 en 2008



Source : Dares (dernières données disponibles : août 2016)

**L'ACTIVITE INTERIMAIRE EST SOUTENUE MAIS PEINE TOUJOURS A GENERER DES ETP**

Quelque 283 000 contrats d'intérim ont été conclus en moyenne chaque mois en Ile-de-France au cours de la période allant d'avril 2016 à mars 2017. Ce niveau dépasse désormais nettement ceux relevés avant-crise (environ 259 000 contrats en moyenne entre avril 2007 et mars 2008 notamment). Toutefois, **ces contrats conclus continuent de générer moins d'emplois qu'avant la récession de**

**2008-2009**. En effet, l'emploi intérimaire dans la région a représenté 96 950 équivalents-emploi à temps plein (ETP) en moyenne sur les douze derniers mois écoulés à fin mars 2017 ; même si la tendance de ce nombre d'ETP est très favorablement orientée depuis le printemps 2015 (+ 18,1 %) et même s'il est au plus haut depuis janvier 2009, son niveau est encore inférieur de 8,5 % à celui du printemps 2008. ■

### BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE POUR 2017

(source : Pôle emploi / Crédoc)

**18,9 % DES ETABLISSEMENTS FRANCIENS ENVISAGENT AU MOINS UN RECRUTEMENT EN 2017**

Dans un contexte économique en phase d'amélioration, les résultats de l'enquête BMO (Besoins en Main-d'Œuvre) 2017 de Pôle emploi concernant l'Ile-de-France ont mis en évidence une nouvelle augmentation des intentions d'embauche. Ainsi, les établissements franciliens ont indiqué début 2017 avoir l'intention de procéder à plus de **346 600 embauches au total cette année, soit près de 22 800 de plus qu'un an plus tôt** (323 800 projets de recrutement en 2016).

Parallèlement, la part des établissements potentiellement recruteurs s'est légèrement accrue : en l'occurrence, ce sont 18,9 % des employeurs franciliens qui envisagent de procéder à au moins un recrutement en 2017 contre 17,3 % en 2016. Par ailleurs, **les évolutions prévues pour l'Ile-de-France sont comparables à celles attendues au plan national** (la hausse du nombre de projets enregistrés y a atteint 8,2 % sur un an contre + 7,0 % au niveau régional).

Au plan sectoriel, comme c'était déjà le cas ces dernières années, **les services concentrent près de huit intentions de recrutement sur dix** en Ile-de-France (+ 17 658 projets supplémentaires par rapport à 2016). Les services scientifiques et techniques (78 245 intentions d'embauche) représentent notamment le principal pôle de recrutement mais l'information - communication et la santé font également partie des secteurs porteurs. ■

## TAUX DE TENSION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

(source : Direccte Ile-de-France)

### LE TAUX DE TENSION QUASIMENT STABLE DANS LA REGION EN 2016

Tous métiers confondus, le taux de tension<sup>5</sup> sur le marché du travail francilien a peu évolué en 2016. En effet, le ratio régional « offres sur demandes » s'est établi à 0,47<sup>6</sup> au quatrième trimestre 2016, soit un niveau parfaitement stable par rapport au trimestre précédent et en léger repli sur un an (- 0,02 point). Cette stabilisation s'explique par

les **augmentations simultanées du nombre de demandeurs d'emploi** (+ 8,3 % au quatrième trimestre 2016 par rapport au même trimestre de 2015), d'une part, **et du nombre d'offres d'emploi** déposées à Pôle emploi (+ 11,0 % sur un an), d'autre part. Les tensions se sont néanmoins renforcées sur un an pour deux métiers sur dix. Par ailleurs, il est à noter que le taux d'écoulement (indicateur de la rapidité à retrouver du travail pour un demandeur d'emploi) a augmenté. Certaines familles professionnelles continuent d'afficher un taux de tension supérieur à 1,0 : les offres sont ainsi plus nombreuses que les demandes d'emploi pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance (1,69 au quatrième trimestre 2016) mais aussi pour les ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique (1,24) et pour les techniciens et agents de maîtrise du BTP (1,09). A l'inverse, le taux est très inférieur à 1,0 pour les métiers d'ouvriers qualifiés du gros œuvre (0,19) et du second œuvre (0,21) du bâtiment. ■

## ANALYSE SECTORIELLE : INDUSTRIE

(source : Banque de France - Direction régionale, enquête mensuelle auprès des chefs d'entreprises de la région)

### TOUJOURS HESITANTE, L'INDUSTRIE FRANCILIENNE PROGRESSE MALGRE TOUT

Après avoir bondi en novembre et en décembre 2016, l'activité de l'industrie régionale **a été moins dynamique au premier trimestre 2017 mais est restée orientée à la hausse**. En effet, l'inflexion de la production industrielle observée en février est venue atténuer la bonne tenue de l'activité en janvier et mars. Dans ce contexte hésitant, le taux d'utilisation des capacités de production est resté

légèrement inférieur à sa moyenne de longue période. A court terme, compte tenu de carnets de commandes qui restent bien garnis, les chefs d'entreprise du secteur sont optimistes et tablent sur une poursuite de l'accroissement de la production. ■

## ANALYSE SECTORIELLE : COMMERCE DE GROS

(source : Banque de France - Direction régionale, enquête mensuelle auprès des chefs d'entreprises de la région)

### ACTIVITE BIEN ORIENTEE DANS LE NEGOCE DE PRODUITS INDUSTRIELS

Dans la continuité des résultats de 2016, **le courant d'affaires a globalement été bien orienté** dans le secteur du commerce de gros au premier trimestre 2017. Néanmoins, **d'un secteur à l'autre, les évolutions ont été hétérogènes** puisque, d'une part, le volume des ventes de produits industriels a poursuivi sa croissance alors que, d'autre part, l'activité dans le négoce de produits agroalimentaires a

subi un léger ralentissement. Malgré tout, celui-ci ne devrait s'avérer que temporaire puisque le niveau des stocks est jugé trop élevé et devrait entraîner une accélération des ventes dans les mois à venir. Dans le négoce de produits industriels, les carnets de commandes sont bien garnis. Pour les prochains mois, les prévisions des négociants sont positives et une nouvelle hausse des ventes est anticipée. ■

## ANALYSE SECTORIELLE : SERVICES MARCHANDS

(source : Banque de France - Direction régionale, enquête mensuelle auprès des chefs d'entreprises de la région)

### LE DYNAMISME SE PROLONGE DANS LES SERVICES MARCHANDS

Après avoir marqué le pas au troisième trimestre 2016, l'activité dans les services marchands franciliens a retrouvé fin 2016 une bonne dynamique et le secteur **a bénéficié d'une croissance tout aussi soutenue au premier trimestre 2017**. Enclenché par une forte augmentation de la demande après une année 2016 particulièrement

morose, le début de reprise enregistré dans le secteur de l'hôtellerie-restauration a notamment contribué à cette orientation positive. Cette intensification du volume d'affaires a permis de

<sup>5</sup> Rapport entre les offres et les demandes d'emploi enregistrées à Pôle emploi.

<sup>6</sup> Pour 100 nouvelles demandes d'emploi enregistrées par Pôle emploi au cours de cette période, 47 offres d'emploi lui ont simultanément été confiées.

nombreux recrutements ; les professionnels qui se montrent également optimistes pour l'activité à venir devraient poursuivre ces embauches dans les prochains mois. ■

## ANALYSE SECTORIELLE : BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

(source : Banque de France - Direction régionale, enquête mensuelle auprès des chefs d'entreprises de la région)

**L'ACTIVITE DANS LE BTP CONFIRME MOIS APRES MOIS SA BONNE ORIENTATION**

L'activité dans le BTP qui avait particulièrement souffert de début 2014 à mi-2015 confirme depuis sa bonne orientation en Ile-de-France. Ainsi, au premier trimestre 2017, malgré une progression sur un rythme plus modéré dans le gros œuvre, le volume d'affaires a favorablement évolué début 2017, tant dans les travaux publics que dans le bâtiment. Cette nouvelle consolidation de l'activité s'est

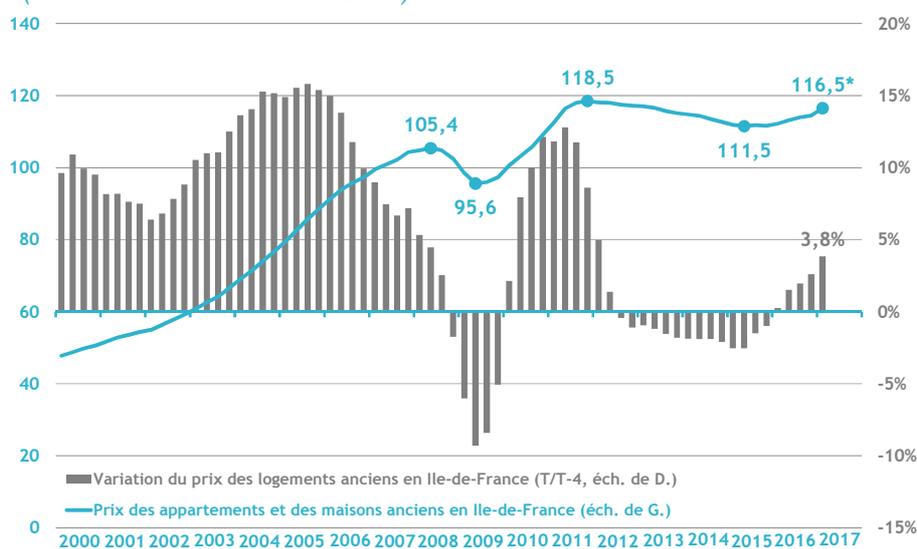
concrétisée par des embauches dans le secteur des travaux publics et la bonne tenue des carnets de commandes conduit les chefs d'entreprise à envisager des recrutements supplémentaires dans les prochains mois. Il est cependant à souligner que ces tendances favorables sont facilitées par des prix des devis toujours tirés à la baisse. ■

## ANALYSE SECTORIELLE : IMMOBILIER DE LOGEMENT

(source : Indice Notaires/Insee)

### Prix des logements anciens en Ile-de-France

Données cvs (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2010)



\* : données provisoires pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2017

Source : Insee

**LA HAUSSE DES PRIX CONTINUE MAIS RESTE MODEREE**

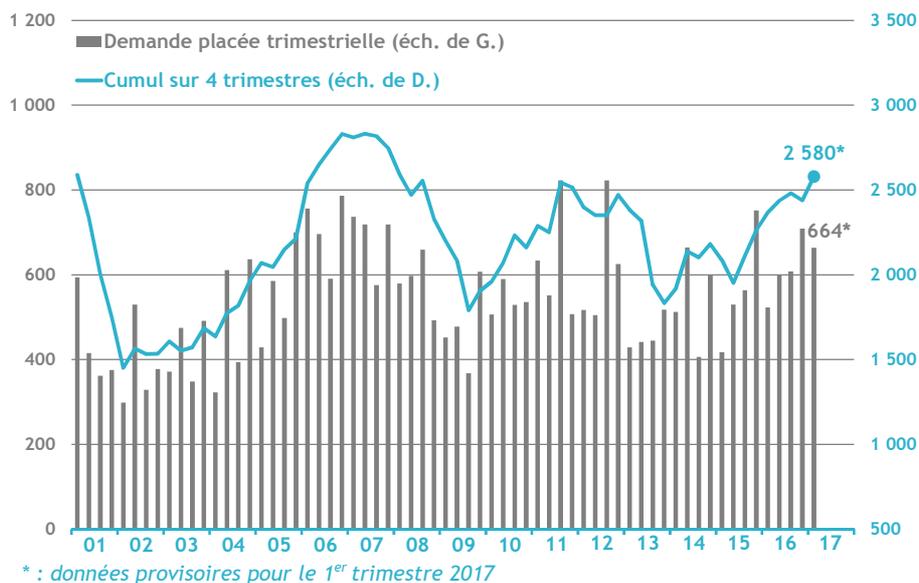
Dans la continuité du mouvement de hausse amorcé mi-2015, le prix des logements anciens a de nouveau augmenté en Ile-de-France au premier trimestre 2017. Ce renchérissement de l'immobilier reste toutefois modéré : ainsi, les prix au premier trimestre 2017 n'ont gonflé que de + 1,7 % sur un trimestre et de + 3,8 % sur un an. Même si la hausse s'amplifie, elle est encore modeste comparativement à celles observées au printemps 2011 (+ 12,8 % sur un an) ou avant-crise (notamment + 15,8 % en glissement annuel à l'été 2005). Dans ce contexte, les prix des logements anciens franciliens approchent certes leur point haut de fin 2011 mais en restent encore inférieurs de 1,7 % (la baisse cumulée des prix entre le quatrième trimestre 2011 et le deuxième trimestre 2015 avait atteint 5,9 %). Il est à noter que les prix des appartements (+ 4,5 % sur un an) continuent à croître plus rapidement que ceux des maisons (+ 2,5 %) et n'ont plus à combler qu'un écart de 0,7 % par rapport au quatrième trimestre 2011. Cette évolution favorable en Ile-de-France devrait se prolonger tant que les taux des prêts immobiliers resteront attractifs ; ceux-ci sont certes remontés de 1,31 % en moyenne en France en novembre 2016 à 1,56 % en mai dernier mais l'ampleur de cette hausse n'est pas suffisante pour peser sur la solvabilité de la demande. Par ailleurs, la tendance haussière est plus soutenue en Ile-de-France qu'au niveau national : au premier trimestre, l'augmentation des prix immobiliers en France est en effet cantonnée à 2,9 % sur un an. ■

## ANALYSE SECTORIELLE : IMMOBILIER DE BUREAUX

(source : Immostat)

### Demande placée de bureaux en Ile-de-France

Demande placée en milliers de m<sup>2</sup>



\* : données provisoires pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2017

Source : Immostat

**LA COMMERCIALISATION DE BUREAUX EN ILE-DE-FRANCE AU PLUS HAUT DEPUIS 2008**

Comme c'est le cas depuis mi-2015, la demande placée de bureaux en Ile-de-France est restée bien orientée ces derniers mois. Ainsi, après avoir été supérieure sur l'ensemble de 2016 de 7,8 % à celle de 2015, elle a augmenté de 27,0 % au premier trimestre 2017 par rapport à la même période de 2016. A 663 900 m<sup>2</sup>, les commercialisations de début 2017 ont franchi le cap des 500 000 m<sup>2</sup> pour le huitième trimestre consécutif ; la « norme » actuelle semble même être à 600 000 m<sup>2</sup>, ce niveau ayant systématiquement été atteint depuis le deuxième trimestre 2016.

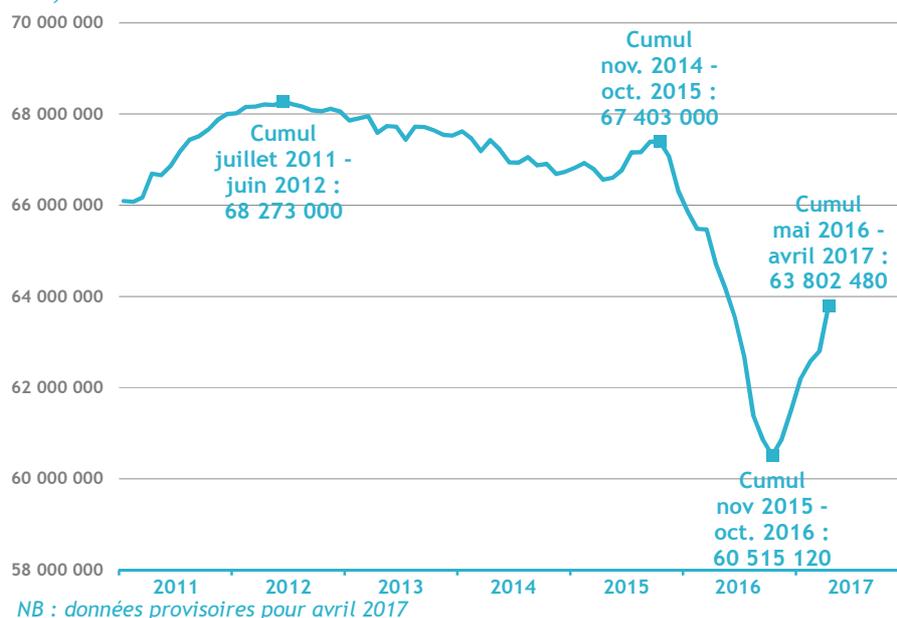
Plusieurs transactions d'envergure ont notamment tiré les commercialisations vers le haut : fin 2016, la prise à bail par EDF de « Smart Side » (39 000 m<sup>2</sup>, à cheval sur les communes de Saint-Ouen et de Clichy) et l'acquisition par La Française des Jeux de l'immeuble « Le Delta » (23 000 m<sup>2</sup> environ, à Boulogne-Billancourt) ont notamment devancé la prise à bail au cours du premier trimestre 2017 de près de 90 000 m<sup>2</sup> par Natixis dans les tours Duo dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Compte tenu de cette orientation favorable, les commercialisations de bureaux sur les douze derniers mois ont dépassé les 2,5 millions de mètres carrés (2 579 800 m<sup>2</sup>) dans la région pour la première fois depuis 2011 et sont au plus haut depuis début 2008. ■

## ANALYSE SECTORIELLE : ACTIVITE TOURISTIQUE

(sources : Insee Ile-de-France, CRT Ile-de-France, Aéroports de Paris)

### Nombre de nuitées dans les hôtels d'Ile-de-France

Données brutes, en cumul sur 12 mois



Source : Insee Ile-de-France

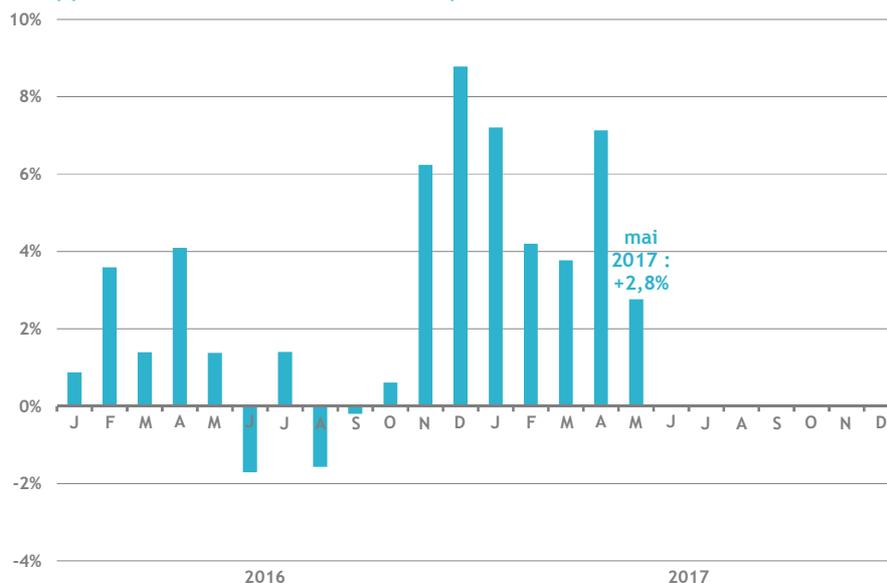
#### VIVE REPRISE DE L'ACTIVITE HOTELIERE DANS LA REGION

Les hôtels franciliens ont vécu une année 2016 particulièrement difficile : en plus des conséquences des attentats de novembre 2015, la fréquentation touristique a en effet souffert de la prolongation de l'état d'urgence, des mouvements sociaux ainsi que des inondations de mai et juin 2016. Par conséquent, le nombre de nuitées dans les hôtels franciliens sur l'ensemble de 2016 a été **inférieur de 7,2 % à celui de 2015**. La baisse de fréquentation a été particulièrement importante pour la clientèle internationale (- 10,9 %) tandis que la baisse de la clientèle française a été moins marquée (- 2,4 %).

Les données les plus récentes sont cependant plus réconfortantes ; en effet, la fréquentation hôtelière est repartie à la hausse fin 2016 et le nombre de nuitées de novembre 2016 à avril 2017 a été **supérieur de près de 3,3 millions à celui enregistré un an plus tôt**, soit une hausse de 12,2 %. Cette reprise a notamment été permise par un retour de la clientèle internationale (+ 16,6 % sur la période de novembre 2016 à avril 2017) mais aussi de la clientèle hexagonale (+ 7,9 %). Ce début de reprise apparaît vif, y compris si l'on met en perspective les niveaux de fréquentation hôtelière actuels avec ceux d'avant 2015 ; ainsi, le mois de janvier 2017 a enregistré un nombre de nuitées supérieur à ceux de tous les mois de janvier depuis 2010. Toutefois, **cette reprise est encore incomplète** car le repli du nombre de nuitées hôtelières de novembre 2015 à octobre 2016 a atteint 6,9 millions ; il faudra donc encore plusieurs mois pour effacer les conséquences de douze mois de chute de l'activité en termes de trésorerie, d'investissements et d'emploi. ■

## Trafic passagers dans les aéroports

Variation par rapport au même mois de l'année précédente



Source : Paris Aéroport

### LE TRAFIC PASSAGERS DE PARIS AEROPORT DEMARRE L'ANNEE SUR DE BONNES BASES

Le trafic passagers de Paris Aéroport a été moins affecté par les attentats de novembre 2015 que le secteur hôtelier ou d'autres activités directement ou indirectement liées au tourisme. Ainsi, après les baisses de fin 2015 et malgré des temps d'arrêt en juin (- 1,7 % sur un an) et août 2016 (- 1,6 %), il est reparti à la hausse dès les premiers mois de 2016 ; sur l'ensemble de 2016, le trafic passagers de Paris

Aéroport s'est élevé à 97,2 millions et a établi **un nouveau record annuel** (le précédent était de 95,4 millions de passagers en 2015).

Le début de 2017 s'est inscrit dans la même veine ; grâce à des hausses de plus de 7,0 % en janvier et en avril, le trafic de janvier à mai 2017 s'est avéré **supérieur de 5,0 % à celui de la même période de 2016**. Contrairement à l'année 2016 pendant laquelle l'orientation du trafic avait été plus favorable à Paris-Orly qu'à Paris-Charles de Gaulle, la dynamique est équivalente en 2017 dans les deux aéroports (respectivement + 5,1 % et + 4,9 %). Par ailleurs, le trafic passagers international a été mieux orienté (+ 6,0 % depuis le début de l'année de et vers l'Europe et + 5,6 % pour le reste du trafic international) que le trafic métropolitain qui a seulement légèrement crû (+ 0,9 %). ■

## PERSPECTIVES : UNE SECONDE MOITIE D'ANNEE 2017 DANS LA LIGNEE DE LA PREMIERE

### L'EMBELLIE DE L'ACTIVITE DANS LA REGION DEVRAIT SE PROLONGER DANS LES PROCHAINS MOIS

Dans la continuité du début d'année, le second semestre 2017 s'annonce bien orienté pour l'économie francilienne et le renforcement de l'activité dans la région devrait se prolonger. Les dernières informations disponibles concernant la conjoncture dans la région sont relatives au mois de mai dernier et montrent que **le climat des affaires en Ile-de-France se situe au-dessus de sa moyenne de longue période**, tant dans les services marchands que dans l'industrie ; le secteur manufacturier a notamment affiché un excellent niveau d'activité en mai. Cette amélioration de l'activité en Ile-de-France devrait permettre de continuer à créer des emplois et le marché du travail devrait poursuivre son redressement même si le nombre de demandeurs d'emploi peine à se réduire. ■



Document réalisé par Mickaël LE PRIOL  
(mlepriol@cci-paris-idf.fr)

Rédaction achevée le 12 juillet 2017



Crocis de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75008 Paris  
Tél. : 01 55 65 82 00 - fax : 01 55 65 82 62 - e-mail : [crocis@cci-paris-idf.fr](mailto:crocis@cci-paris-idf.fr)  
Retrouvez toutes nos publications sur [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr)  
et suivez-nous sur Twitter @CROCIS\_CCI\_IDF

- Responsable : Isabelle SAVELLI-THIAULT
- Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
- Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
- Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN
- Services : Bénédicte GUALBERT
- Veille territoriale : Marielle GUERARD et Téo ARTIS
- PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
- Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Etienne GUYOT  
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE  
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI-THIAULT

*Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source*